

LES
inspirations

ÉCO

AFRIQUE

**NOUVELLE
FORMULE
10 pages**

Maroc-Tunisie

En quête du plein potentiel

CAHIER DE L'INTÉGRATION

La BAD optimiste concernant les perspectives du continent

P. 20-21

ANALYSE DE LA SEMAINE

Énergie. Le secteur se branche au Sud-Sud

P. 22

L'INTERVIEW

Guy M'Bengue, Directeur général de l'Agence de promotion des exportations de Côte d'Ivoire (APEX-CI)

P. 23

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

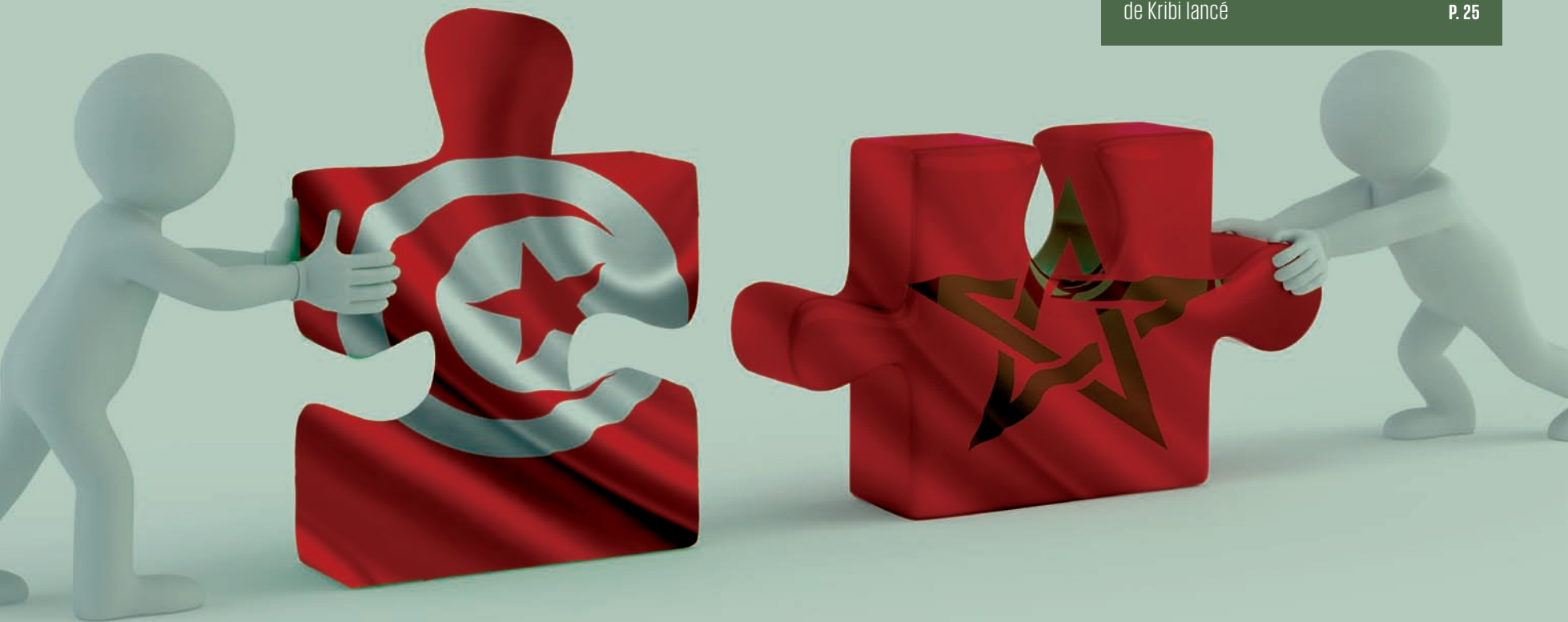
Égypte, une relance sous perfusion

P. 24

VUE DU CAMEROUN

L'appel d'offres du terminal polyvalent de Kribi lancé

P. 25





BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

La BAD se transforme

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) confirme plus que jamais son rôle de financeur du développement et du progrès économique panafricain. Plus qu'un instrument communautaire, la banque est devenue quasiment incontournable dans le processus de transformation des économies africaines. À fin 2013, l'institution financière a investi quelque 6,8 milliards de dollars portant sur le financement de 317 opérations et projets à valeur ajoutée. Sous un angle sectoriel, les opérations approuvées en faveur des infrastructures ont attiré une bonne partie de ces financements. Néanmoins, «le développement du secteur privé, de l'agriculture et des opérations multisectionnelles, visant à renforcer la gouvernance et la responsabilité», demeurent parmi les priorités stratégiques des interventions de la BAD. Le groupe financier panafricain mise par ailleurs sur l'amélioration de l'efficacité de ses opérations. Après l'approbation, de sa nouvelle stratégie décennale, la banque s'est dotée de nouvelles structures et compétences internes. C'est le cas de la création d'un nouveau poste de chargé des risques en chef du groupe, d'un Centre africain des ressources naturelles, de la mise en place de nouveaux départements chargés du développement opérationnel et du secteur financier, ainsi que d'un bureau de gestion de la mise en œuvre et de la performance. La BAD se transforme et multiplie aussi ses installations. Sa présence dans le continent s'est développée en 2013, couvrant désormais 37 pays contre 34 en 2012. ●

Le Sénégal prépare un eurobond de 500 millions de dollars

Repris par plusieurs organes de presse internationaux, le ministre sénégalais des Finances Amadou Ba a annoncé, en marge des dernières Rencontres annuelles de la Banque africaine de développement, la perspective de l'émission d'un eurobond d'un montant de 500 millions de dollars en juillet prochain. L'opération en serait à son étape de sélection des organisations financières qui contribueront à l'arrangement de cette émission. «Le Sénégal rejoint ainsi d'autres pays africains qui ont déjà annoncé leur intention de lever des fonds sur le marché de la dette en dollars d'ici fin 2014. Ces pays sont le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Rwanda», rappelle-t-on dans une dépêche de l'agence de presse spécialisée Ecofin. Les perspectives de croissance de ce pays d'Afrique de l'Ouest sont favorables: 4,9% en 2014, contre 3,5% en 2013, selon les dernières actualisations du FMI.

L'entrepreneuriat en progrès chez les jeunes Africains

Telle est la conclusion principale d'une enquête rendue publique en marge de la troisième édition du New York Forum Africa (NYFA), tenu en fin de semaine dernière à Libreville, au Gabon. Le rapport indique en effet que l'entrepreneuriat a séduit 75% des jeunes interrogés, qui disent «avoir envie de monter leur propre affaire». L'enquête a été menée en ligne auprès de 5.000 jeunes, dont 85% ont entre 16 et 26 ans, sur la base d'un questionnaire portant notamment sur l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat. Par ailleurs, plus de la moitié des entrepreneurs ont signalé qu'ils se voyaient d'ici à 10-15 ans à la tête d'une entreprise de 15-40 personnes. 12% seulement des



Alami Lazraq,
PDG du groupe
Alliances.

Alliances, c'est parti à Diamniado

Alami Lazraq, le PDG du groupe immobilier marocain, a assisté le weekend dernier, à Diamniado, une localité située à une trentaine de kilomètres de Dakar, à la cérémonie officielle marquant le lancement des travaux de réalisation d'un important pôle urbain. Le projet porte sur une superficie de près de 2.000 hectares, dont quelque 526 hectares devraient être développés par le groupe Alliances. 30.000 unités d'habitation devraient bientôt sortir de terre.

répondants ont qualifié le gouvernement d'«utile» ou «très utile» au moment de lancer une affaire.

Necotrans s'installe à Brazzaville

Les autorités congolaises ont signé avec le groupe français Necotrans un partenariat public-privé pour la gestion du Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS). Le contrat de concession devrait s'étaler sur une durée de 15 ans, selon l'agence Ecofin, citant un communiqué du groupe français. La même source précise que «ce partenariat, qui porte sur un investissement de 14,6 millions d'euros, concerne la mise en concession de la manutention et de l'acconage». L'agence de presse Xhinua a néanmoins annoncé que Necotrans devrait également s'investir dans la modernisation du PABPS.

Gemalto décroche un marché en Algérie

L'enseigne mondiale spécialiste de la sécurité numérique a annoncé avoir été sélectionnée par la Banque d'Algérie pour accompagner le déploiement du programme de passeport biométrique algérien. Selon la presse, «le groupe aura pour mission de concevoir la sécurité numérique des passeports électronique algériens». Gemalto devrait ainsi fournir à l'Algérie sa couverture électronique Sealys et son logiciel embarqué eTravel. «La technologie déployée sera renforcée par des capacités de production et de livraison avancées qui permettront d'assurer le déploiement rapide du passeport électronique, tout en améliorant l'expérience voyageur des citoyens algériens», précise-t-on dans le communiqué. Le logiciel embarqué Sealys eTravel est la même solution livrée en 2010 à la Banque centrale du Maroc pour la fabrication de passeports biométriques.

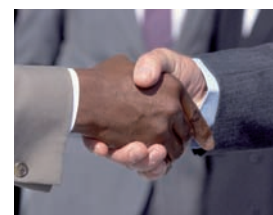
AGENDA

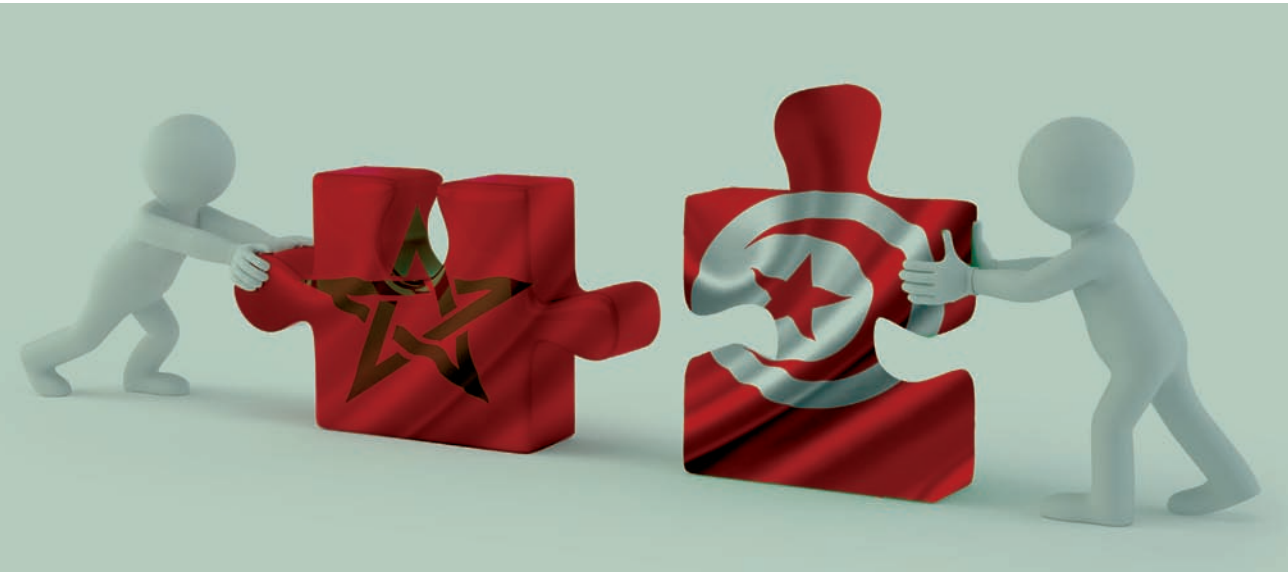
Forum d'excellence des dirigeants africains (Abidjan, 11 au 13 juin 2014)

C'est au tour de la capitale ivoirienne d'accueillir la 14e édition du Forum d'excellence des dirigeants africains (FEDA), organisée par le Groupe Afrique Challenge. Placé sous le thème «Les Transform@cteurs : de la Transformation à la Transform@ction», le FEDA 2014 se veut constituer une grand-messe de l'économie africaine, une tribune où seront exposés les grands enjeux et défis majeurs des entreprises africaines à court, moyen et long terme.

Forum IMRI Casablanca (13-14 juin 2014)

L'Institut marocain des relations internationales (IMRI), en partenariat avec la Fondation Hans Seidel, organise le Forum IMRI de Casablanca autour du thème : «L'Afrique : Quels enjeux géostratégiques et économiques pour le Maroc?». Une trentaine de personnalités africaines, européennes et marocaines sont attendues à cette rencontre.





● Tout reste à rebâtir dans les rapports économiques entre les deux pays.

Maroc-Tunisie

En quête du plein potentiel

● La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) vont débattre à Tunis «Des synergies à bâtir au service de la croissance et de l'emploi». Les échanges commerciaux entre les deux pays sont encore loin du potentiel exploitable.

Des rencontres patronales entre les deux pays, l'histoire nous en a servies plusieurs ces dernières années, sans que cela puisse pourtant être converti en réelles améliorations du niveau de coopération économique et des échanges commerciaux entre les deux pays. Cette semaine, les patronats marocain et tunisien se retrouveront une fois de plus à Tunis (29 mai), lors du forum économique. La Confédération générale des entreprises

du Maroc (CGEM) et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) vont débattre «Des synergies à bâtir au service de la croissance et de l'emploi». «Ce forum vise à renforcer les relations entre les opérateurs économiques des deux pays. Il permettra de présenter les forces et les opportunités d'affaires et d'investissement offertes sur chaque marché et explorera les pistes d'amélioration du commerce bilatéral entre les deux pays», explique-t-on

dans un communiqué de la CGEM. Il faut savoir que tout reste à rebâtir dans les rapports économiques entre les deux pays, notamment après les longs mois d'instabilité qu'a connus la Tunisie. Aujourd'hui, l'heure semble être à la relance. Côté échanges commerciaux, de janvier à décembre 2013, le Maroc a importé en valeurs de marchandises près de 1,8 MMDH contre 718 MDH en valeurs de marchandises exportées par le royaume sur la même période.

Balance commerciale

Entre 2008 et 2010, les relations entre les deux pays ont été marquées par l'allègement du déficit commercial du Maroc vis-à-vis de la Tunisie de 7% en 2009 et de 15% en 2010, selon les chiffres du département du Commerce extérieur. «Une nouvelle résorption du déficit commercial du Maroc avec la Tunisie a été constatée en 2011. Ce déficit s'est à nouveau amélioré en 2012 de 25%, avant d'augmenter à 1,14 MMDH en 2013», selon la même source. Cette situation découle d'un double phénomène. Tout d'abord, après la hausse remarquable de 65% constatée en 2010, les exportations marocaines vers la Tunisie ont chuté de 25% en 2011, elles se sont appréciées de 16% en 2012 pour revenir à un montant total de 718,52 MDH en 2013, soit une baisse de 31%. Cette régression est principalement liée aux ventes de Véhicules et matériels pour voies ferrées ou similaires (-89%, ou -224,77 MDH) et de Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés (-75MDH). Par ailleurs, les importations marocaines depuis la Tunisie ont reculé de 9% en 2012 et de 10% en 2013, passant ainsi de 2,08 MMDH en 2012 à 1,86 MMDH en 2013. Cette baisse a plus été constatée au niveau des achats de Fils et câbles électriques (-144,99 MDH) et Fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité (-77,59 MDH) qu'au niveau des autres rubriques. La Tunisie est le 35^e client du Maroc et son 31^e fournisseur. Le Maroc est le 36^e fournisseur de la Tunisie et son 12^e client.

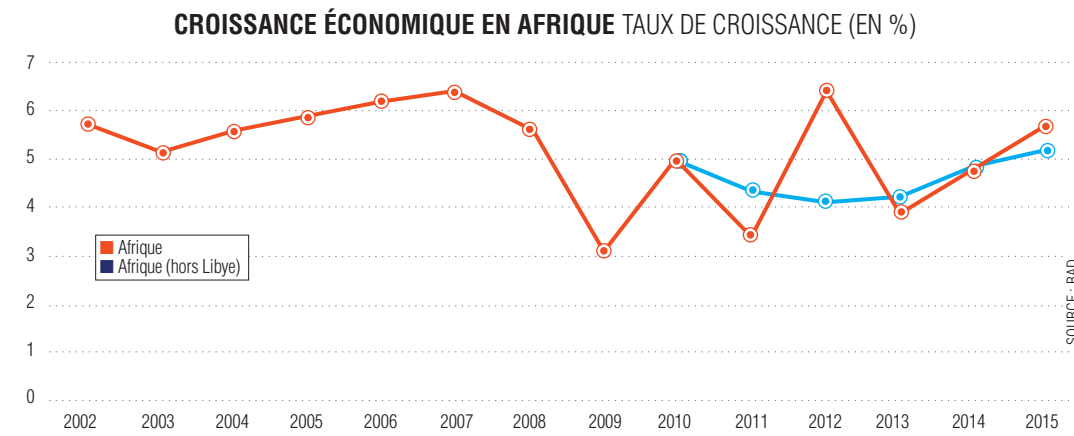
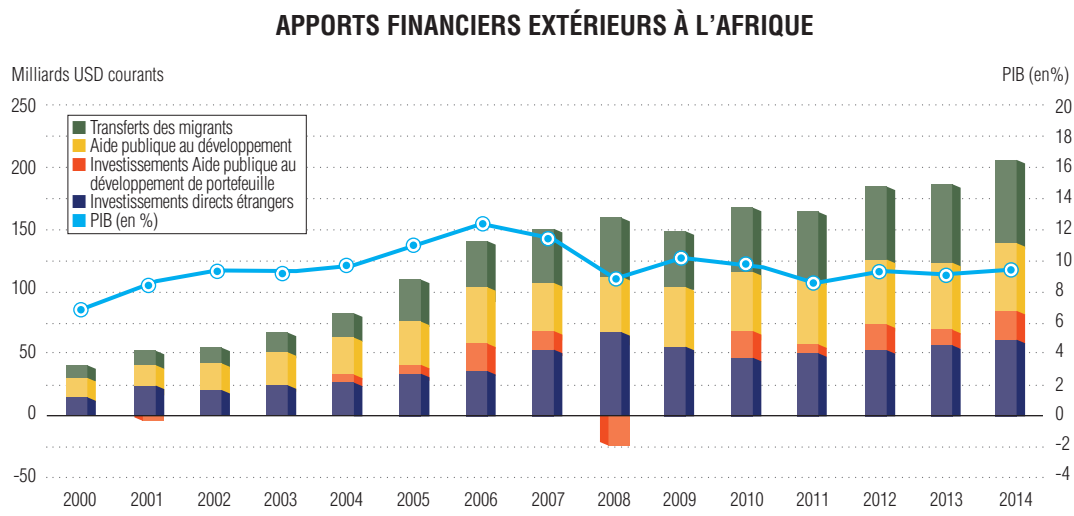
Retrouvez tous les jeudis
la nouvelle formule en 10 pages
de notre cahier

PME

La BAD optimiste concernant les perspectives du continent

● Avec 4% de croissance en moyenne en 2013, le continent continue d'être le chouchou des investisseurs. Les apports financiers extérieurs ont quadruplé sur la dernière décennie pour atteindre 200 milliards de dollars en 2014. Le transfert des migrants ont aussi sensiblement progressé. Les aides publiques au développement continuent de soutenir les économies à faible revenu.

Avec une croissance moyenne en 2013 qui frôle la barre des 4% – «une performance supérieure à celle de l'économie mondiale (3%) et qui souligne à nouveau la résilience du continent face aux turbulences internationales et régionales» - le continent garde le cap. C'est l'une des principales conclusions à retenir du dernier rapport de la Banque africaine de développement (BAD) sur les perspectives économiques en Afrique. Si les niveaux et rythmes de croissance varient d'une région à une autre, le continent continue de bénéficier d'une attractivité très positive auprès des investisseurs. Pour la région subsaharienne, la croissance s'est établie à 5% en 2013 et devrait atteindre 5,8% en 2014. «Si l'on exclut l'Afrique du Sud de ce groupement, les prévisions sont de respectivement 6,1 et 6,8%. Les deux régions les plus dynamiques en 2013 sont l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest, où la croissance a dépassé les 6%», note-t-on dans le rapport de la BAD. Le continent poursuit le développement de son attractivité dans un contexte mondial encore peu favorable. L'Afrique a en effet fini de se positionner en première destination d'investissement. Le dernier rapport se veut formel : «les apports financiers extérieurs ont quadruplé depuis 2000 et devraient dépasser la barre des 200 milliards de dollars (USD) en 2014». Cette tendance a été principalement favorisée par deux variables. Le premier porte sur la croissance des investissements étrangers orientés vers le continent. Selon les auteurs du rapport, «le rétablissement des investissements



étrangers – directs et de portefeuille – depuis la crise économique de 2009 est désormais achevé et l'on s'attend à un ni-

veau record de 80 milliards USD en 2014, qui ferait de ces flux la première source d'apports financiers à l'Afrique». Dans cette ten-

dance globale, les pays africains bien dotés en ressources continuent d'être la destination privilégiée des IDE dans le continent. D'un point de vue sectoriel, ce sont les industries manufacturières et les services qui gagnent du terrain en termes d'IDE réalisés, avec plus de 750 opérations dans des projets nouveaux. Cependant, les IDE ne font pas tout.

APD et transferts

La seconde grande source de financements destinée au continent est constituée par les envois des migrants en provenance de pays non membres de l'OCDE. «Suivant en cela une tendance amorcée en 2009, les transferts officiels des migrants ont continué à augmenter et devraient atteindre 67,1 milliards USD en 2014», peut-on lire dans le rapport de la BAD. Par ailleurs, si l'aide publique au développement (APD) continue aussi de jouer son rôle d'apporteur de capitaux aux économies africaines, elle perd de plus en plus de terrain. Elle est en recul dans le total des apports extérieurs, passant de 38% en 2000 à 27% en 2014, atteignant un montant estimé à 55,2 milliards de dollars. Néanmoins, pour les pays africains à faible revenu, l'APD continue de constituer la principale source de capitaux. «Les recettes fiscales, en hausse constante, ne doivent pas être considérées comme une alternative à l'aide étrangère mais comme une composante des recettes publiques qui augmentent à mesure que les pays se développent», note-t-on dans le rapport de la BAD. Ces recettes ont atteint quelque 527,3 milliards de dollars en 2012.

Des échanges commerciaux en progression

Profitant de la bonne tenue des cours des matières premières, les exportations africaines ont progressé plus vite qu'ailleurs dans le monde en 2012, avec un taux de 6,1%. Cependant, elles ne représentent qu'à peine 3,5% du total mondial des exportations cette année-là – une part qui ne parvient pas à décoller. Le commerce intracontinental de produits manufacturiers à valeur ajoutée s'est développé plus vite que les exportations vers le reste du monde. En éliminant les goulets d'étranglement et en accélérant son industrialisation, l'Afrique pourrait renforcer ses échanges et s'ancrer plus solidement dans les chaînes de valeur mondiales. L'essor économique de l'Asie de l'Est prouve que, pour attirer des investissements directs étrangers dans les chaînes de valeur, les pays doivent adopter des réformes et des politiques commerciales ciblées, mettre en place des infrastructures efficaces pour le commerce et offrir des incitations pour l'adoption de technologies à valeur ajoutée.

AFRIQUE AUSTRALE

Les performances de l'Afrique australe sont inégales : l'Angola, le Mozambique et la Zambie obtiennent les meilleurs résultats, avec une croissance située entre 5 et 7% en 2013 – et qui devrait encore s'accroître en 2014/2015 (entre 7 et 9%) – portée par les investissements dans les infrastructures et dans les industries extractives. En Afrique du Sud en revanche, les conflits du travail et la langueur de la conjoncture internationale ont pesé sur la croissance. Le taux de change s'est déprécié en 2013, puis à nouveau en 2014, le durcissement de la politique monétaire américaine déprimant les monnaies sur les marchés émergents. La reprise de l'économie mondiale et des exportations, favorisées par une monnaie plus faible, devrait permettre à la croissance de repartir, à 2,7% en 2014 et 3% en 2015. Cette contreperformance relative de l'Afrique du Sud rejaillit sur la croissance de l'Afrique subsaharienne: si l'on exclut ce pays, la région a affiché une croissance de 5,7% en 2013 et devrait connaître une nouvelle accélération en 2014 et 2015, à 6,9%.

AFRIQUE DE L'OUEST

L'Afrique de l'Ouest devrait continuer sur sa lancée : après un léger fléchissement en 2013, la croissance est attendue à plus de 7% en 2014 et en 2015. Elle concerne toute la région, la plupart des pays affichant une croissance d'au moins 6%. Au Nigeria, ce sont surtout les secteurs non pétroliers (agriculture, commerce, TIC et autres services) qui soutiennent l'économie. Le secteur pétrolier, qui représente 37% du PIB et environ un cinquième des recettes de l'État, agit actuellement comme un frein, plombé par la faiblesse des investissements mais aussi par des vols et des actes de vandalisme contre les oléoducs. Au Ghana, la croissance devrait rester solide, dopée par la production de gaz et de pétrole et par un regain d'investissements publics et privés. La Côte d'Ivoire devrait elle aussi connaître une croissance soutenue, grâce au retour de la stabilité politique et à la reprise des investissements publics et privés, sans oublier une évolution favorable dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services.

**AFRIQUE DU NORD**

Le développement économique de l'Afrique du Nord continue de subir le contre-coup des événements politiques en Égypte, en Libye et en Tunisie, sans compter que, du fait de l'étrécissement de ses liens commerciaux avec l'Europe, la région est impactée par la crise de la zone euro. En Égypte, l'incertitude politique s'est à nouveau aggravée en 2013 et la croissance est restée atone, autour de 2%, sans guère d'espoir de rebond pour 2014. À la condition d'un retour progressif de la stabilité politique et sécuritaire, l'économie devrait reprendre des couleurs en 2015. En Libye, la production de pétrole – qui avait redémarré en 2012 – a connu de nouvelles perturbations en 2013, à l'origine d'un recul du PIB d'environ 12%. Au vu des tensions politiques et sociales actuelles dans le pays, et des problèmes de sécurité, les perspectives sont mitigées, même si l'on peut tabler sur une reprise progressive de la production de pétrole en 2014/2015, qui viendra étayer la croissance du PIB. En Tunisie, les incertitudes politiques et sécuritaires persistantes et la crise économique en Europe ont pénalisé la croissance en 2013, qui s'est établie à moins de 3%. Les choses devraient s'améliorer en 2014 et 2015, à respectivement 3,3 et 4,6%, sur fond de stabilisation de la situation intérieure et de reprise économique dans la zone euro. Au Maroc, la croissance s'est accélérée en 2013 malgré un secteur manufacturier plutôt atone, faute de demande extérieure soutenue,

l'agriculture ayant bénéficié de conditions climatiques propices.

AFRIQUE CENTRALE

Les perspectives sont favorables pour le Tchad, avec l'entrée en production de nouveaux champs pétrolifères, alors qu'au Congo, au Gabon et en République démocratique du Congo (RDC), la croissance sera surtout sous-tendue par les secteurs non pétroliers, plus dynamiques (Congo et Gabon) et par les mines, l'agriculture et l'investissement dans les infrastructures (RDC). Le Cameroun jouit d'une croissance diversifiée,

avec pour principaux moteurs la production de gaz et de pétrole, la construction et les services, sans oublier l'agriculture qui s'est redressée après les inondations de 2012. En revanche, en République centrafricaine, la situation politique et sécuritaire pèse lourd sur l'économie du pays dont les perspectives sont incertaines. En Guinée équatoriale, la croissance du PIB a été négative en 2013, plombée par une baisse de la production de pétrole – qui devrait se poursuivre.

AFRIQUE DE L'EST

L'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie devraient afficher une croissance comprise entre 6,5 et 7,5% en 2014/2015, étayée par l'agriculture, l'industrie et les services. Au Kenya, le rythme devrait s'accroître à près de 6% en 2014 et 2015 (contre environ 5% en 2013), sous l'effet des exportations et de l'investissement privé et, côté offre, des services, y compris financiers et liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que de la construction. Au Soudan, la croissance reste languissante, alors qu'elle est toujours instable au Soudan du Sud, les arrêts et les reprises de la production de pétrole ayant un impact direct sur la situation, sur fond de fortes incertitudes liées aux conflits en cours. En Somalie, l'aide massive des donateurs a contribué à conforter le processus de paix et de construction de l'État et, malgré un conflit qui séternise, le secteur privé sépanouit dans les régions les plus stables.

TAUX DE CROISSANCE PAR RÉGION (PIB EN %)

	2005-09	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Afrique centrale	4.1	5.9	4.4	5.8	3.7	6.2	5.7
Afrique de l'Est	7.1	7.3	6.3	3.9	6.2	6.0	6.2
Afrique du Nord	4.9	4.3	0.3	9.4	1.9	3.1	5.5
Afrique australe	5.2	3.7	3.9	3.3	3.0	4.0	4.4
Afrique de l'Ouest	5.7	7.1	6.9	6.9	6.7	7.2	7.1
Afrique	5.3	5.2	3.6	6.4	3.9	4.8	5.7
Afrique (hors Libye)	5.3	5.1	4.3	4.1	4.2	4.8	5.2
Pour mémoire							
Afrique du Nord (avec le Soudan)	4.9	4.5	0.4	8.9	2.0	3.0	5.4
Afrique subsaharienne	5.6	5.6	5.5	4.9	5.0	5.8	5.9
Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	6.5	6.6	6.3	5.8	6.1	6.8	6.9
Pays exportateurs de pétrole	5.8	5.6	3.0	8.3	3.8	5.0	6.4
Pays importateurs de pétrole	4.8	4.6	4.4	4.0	4.0	4.4	4.8

ANALYSE DE LA SEMAINE

Énergie

Le secteur se branche au Sud-Sud

● Depuis la fin du Programme d'électrification rurale et générale au Maroc, les opérateurs du secteur s'ouvrent au marché subsaharien pour maintenir leurs performances. L'ONEE reste la référence de l'exploration de l'expertise du royaume vers les marchés du continent. Pendant longtemps cantonné dans les exportations d'équipements, les entreprises marocaines pensent de plus en plus à investir.



● L'ONEE est présent au Sénégal via sa filiale Comasel, implantée à Saint-Louis, dans le Nord du pays et dans la région de Louga.

Pendant longtemps orienté vers le développement de ses activités sur le marché local pour accompagner la mise en œuvre du programme d'électrification rurale et générale, le secteur a commencé depuis quelques années déjà à élargir ses horizons. Les marchés subsahariens se présentent aujourd'hui en réelles alternatives aux opérateurs marocains du secteur, aussi bien à l'export de matériels et de divers équipements électriques, qu'à l'investissement. L'ONEE, avec ses filiales sénégalaises est la référence de l'exportation du savoir-faire et de l'expertise marocaine en Afrique subsaharienne. Au Sénégal, en particulier, l'organisme y est présent via sa filiale Comasel, implantée à Saint-Louis, dans le Nord du pays et dans la région de Louga. Les deux antennes opèrent des contrats concédés de distribution d'électricité pour une durée de 25 ans dans les régions de Saint Louis-Dagana-Podor (19.574 clients, dont 5.719 foyers en solaire) et Louga-Kébémér-Linguère

(11.826 clients, dont 1.852 foyers en solaire). Le budget global alloué à ces concessions est de plus de 33 millions d'euros. Par ailleurs, auprès des acteurs industriels du secteur, cantonnés au rôle d'exportateurs de matériels et d'équipements, les opérateurs marocains du secteur de l'énergie osent de plus en plus l'investissement.

Investissements

L'une des stratégies les mieux avancées est celle déployée par Câbleries du Maroc. 2014 devrait en effet marquer un tournant décisif dans la stratégie de dévelop-

pement à l'international du spécialiste marocain des câbles, Câbleries du Maroc. Cette année devrait en effet coïncider avec la livraison et l'entrée en opération des Câbleries de Mauritanie, un projet démarré il y a un peu plus d'une année et dont les travaux de réalisation ont accusé du retard, ainsi que le lancement des travaux de construction d'un cinquième site industriel en région subsaharienne, qui devrait être implanté en Côte d'Ivoire. Pour ce dernier projet, annoncé en début d'année dans ces mêmes colonnes, l'investissement est estimé à près de 100 MDH. Les

contours du projet sont déjà déterminés et les échéances fixées. Les travaux de construction devraient ainsi s'étaler sur les deux

L'année 2014 devrait connaître l'entrée en opération de Câbleries de Mauritanie.

prochaines années, avec une entrée en production attendue vers fin 2015. À terme, le projet devrait générer pas moins de 300 emplois directs. Le site industriel sera bâti quasiment sur le même modèle que celui développé en Mauritanie, achevé à 80%. Le groupe dispose déjà d'une importante base opérationnelle installée à Dakar, au Sénégal. À l'export, il faut savoir que le secteur a réalisé un chiffre d'affaires en 2010 de 450 millions d'euros, et emploie actuellement 5.500 personnes. Il prévoit un CA à l'export en 2015 de 800 millions d'euros et la création de 3.500 postes supplémentaires. À terme, le projet devrait générer pas moins de 300 emplois directs. Le site industriel sera bâti quasiment sur le même modèle que celui développé en Mauritanie, achevé à 80%. ●

Cafelec, une initiative Sud Sud

L'Afrique présente un large éventail d'opportunités pour le secteur de l'énergie, des installations électriques et de l'électrification rurale. Le continent consomme très peu d'énergie par rapport à son poids démographique et par conséquent par rapport à ses besoins. Les entreprises marocaines, eu égard à leur expertise et expérience dans ce domaine, ont beaucoup de débouchés à exploiter pour favoriser le développement du secteur de l'énergie en Afrique, notamment les énergies renouvelables. C'est justement dans ce contexte que la Confédération africaine de l'électricité (Cafelec) a été créée, à l'initiative de la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables (Fenelec). Sa mission principale est de promouvoir la mise en place d'une plateforme d'échange, de coopération et de veille stratégique pour tous les pays adhérents. Parmi ces derniers figurent le Cameroun, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali et le Sénégal.



GUY

M'BENGUE

Directeur général de l'Agence de promotion des exportations de Côte d'Ivoire (APEX-CI)

«Il faut offrir le cadre politique et réglementaire adéquat aux secteurs privés des deux pays»

Les ÉCO : En marge du dernier forum ivoiro-marocain tenu lors de la dernière visite du roi à Abidjan, vous lancez un véritable appel à l'investissement...

Guy M'Bengue : Tout à fait. C'est un message qui s'inspire des dernières conclusions des rencontres d'affaires ivoiro-marocaines tenues en marge de la dernière visite du roi Mohammed VI à Abidjan. Nous sommes en effet dans une logique commune et partagée de promotion des investissements de part et d'autre. Nous avons en effet signé un accord de partenariat avec le Centre marocain de promotion des exportations (Maroc Export, ndlr), afin de promouvoir en commun les exportations dans les deux sens des échanges. Nous sommes arrivés à ce partenariat dans le but de développer nos balances commerciales respectives, mais aussi dans l'optique de profiter du dynamisme de croissance du marché ouest-africain, en général, et ivoirien en particulier. Il faudrait que nous amenions les secteurs privés des deux pays à prendre conscience de cet état de fait, en leur offrant le cadre politique et réglementaire adéquat.

Quels secteurs d'activité mettriez-vous en priorité ?

Le secteur du textile pourrait être un bon exemple de concrétisation de ce partenariat. Le Maroc a su développer son industrie locale du textile et dispose d'une

La volonté de donner plus de contenu aux relations économiques entre les deux pays s'est manifestée au plus haut niveau.

expertise consacrée et confirmée sur le continent et dans le monde. La Côte d'Ivoire, de son côté, est l'un des premiers producteurs et

exportateurs de coton brut dans le monde. Si nous parvenons à mettre en commun ces deux aspects – les compétences et la matière première – je pense que toutes les formules de partenariat seraient envisageables. Nous

pourrions par exemple nous positionner, pour les entreprises marocaines qui investiraient dans ce pays, en véritable hub de réexportation de produits textiles confectionnés vers les autres pays de la région et même bien au-delà. Cela, dans la mesure où des partenariats pour-

raient même être développés dans le cadre de l'AGOHA. Ce programme permet à certains pays d'Afrique subsaharienne, à

l'image de la Côte d'Ivoire, de bénéficier d'avantages douaniers préférentiels pour l'accès de leurs produits au marché américain. Les entreprises marocaines du textile et d'autres secteurs pourraient bien profiter de cette opportunité énorme. Nous souhaitons donc qu'il y ait de réels partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays, afin de co-réaliser des projets d'investissement mutuellement profitables. Le but n'est pas de se limiter aux exportations, mais aussi de favoriser une coopération économique à valeur ajoutée.

L'État ivoirien est-il aujourd'hui prêt à «jouer le jeu»?

Nous sommes entièrement engagés sur cette voie. La volonté politique de donner plus de contenu aux relations économiques entre les deux pays s'est manifestée au plus haut niveau. N'oublions pas que nous venons de signer plusieurs accords, dans ce sens, avec le Maroc. Ce sont des actes très forts. Nous sommes en train de mettre en place tout un programme de réformes et d'améliorations de la pratique des affaires en Côte d'Ivoire...

Avec un accord sur des tarifs préférentiels des échanges, par exemple...

Cela sera tout à fait envisageable, lorsque le contexte le justifiera. Pour le moment, le plus important est de mettre en place le cadre idéal au développement des échanges ainsi que des projets de partenariat entre les deux pays. Nous ajusterons, au fur et à mesure de l'avancement dans le sens des intérêts économiques des deux pays, certains aspects particuliers liés à la facilitation de nos échanges.

Contexte

Guy M'Bengue s'exprimait au sortir du dernier forum sectoriel ivoiro-marocain sur le textile, tenu à Abidjan dans le cadre d'une mission d'affaires marocaine organisée par Maroc Export en partenariat avec l'Association marocaine de l'industrie du textile et habillement. L'Agence de promotion des exportations de Côte d'Ivoire (APEX-CI) a pour mission le renforcement des capacités des entreprises et des organisations professionnelles du secteur privé ivoirien opérant sur les marchés internationaux. En mars dernier, en marge de l'étape ivoirienne de la dernière tournée royale en région subsaharienne, Maroc-Export et l'APEX-CI ont signé un accord de coopération pour développer les échanges entre les deux structures homologues. La Côte d'Ivoire est le troisième plus important client du royaume, dans la région UEMOA.

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET L'ÉGYPTE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	3060208	3512498	3980317	4031273	9,79%	4031273	4142097	2,75%
Part dans les importations globales (%)	1	1	1	1	-	1	1	-
Exportations	855379	871832	625045	1197938	21,76%	1197938	1166650	-2,61%
Part dans les exportations globales (%)	1	1	0	1	-	1	1	-
Solde	-2204829	-2640666	-3355272	-2833335	10,42%	-2833335	-2975447	5,02%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
ÉGYPTE

Taille

84,15 millions de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie

livre égyptienne

PIB

262 milliards de dollars

Croissance PIB

1,8 en 2013, 2,4% en 2014 (Prévisions)

Région économique

Communauté économique africaine (CEA-Afrique du Nord)

Doing Business 2014 :

67^e mondial sur 189 pays (62^e au DB2013)

Égypte, une relance sous perfusion

● Sous le coup de l'instabilité, l'économie du pays des Pharaons repart à pas de tortue. La croissance du pays devrait s'apprécier à 2,4% pour 2014, là où elle n'a été que de 1,8% en 2013. Les soutiens financiers de quelques pays du Golfe devraient faciliter le financement de ce redémarrage économique.

Avec une croissance attendue en rebond à 2,4% à la fin de cette année, l'Égypte poursuit tranquillement sa convalescence économique après l'instabilité des dernières années qui a mis à genou une économie qui, jadis, était l'une des plus dynamiques de la région. Les experts du groupe français Coface reviennent sur les facteurs qui devraient porter ce redémarrage à pas de tortue. La relance de la dynamique économique locale devrait en effet principalement passer par la mise en œuvre des «deux plans de relance financés par l'aide de pays du Golfe, sous réserve de l'amélioration de la situation politique, sociale et sécuritaire». Par ailleurs, les prévisionnistes de Coface assurent également que le niveau élevé des dépenses publiques et leurs retombées sur la consommation et l'investissement, avec une relance de projets d'infrastructures, continueront à supporter cette dynamique de croissance. «Une amélioration de la sécurité pourrait entraîner un rebond du tourisme, secteur clé pour le pays (16% du PIB au sens large), tandis que le Canal de Suez devrait bénéficier d'un léger regain du commerce international», ex-



plique-t-on. Néanmoins, l'inflation devrait se maintenir avec des tensions sur les prix demeurant élevées.

Aides

Sur le plan macroéconomique toujours, les experts de Coface s'attendent à un tassement rela-

tivement important du déficit budgétaire du pays au titre de l'exercice 2013-2014. Par ailleurs, une légère progression des recettes est également attendue. Elles devraient provenir principalement de l'aide financière débloquée par quelques pays du Golfe, ainsi que de l'instauration de nouvelles taxes sur les sociétés. Parallèlement, les dépenses

L'inflation devrait se maintenir avec des tensions sur les prix demeurant élevées.

de l'État devraient continuer à progresser «en raison des deux plans de relance mis en place». À cela s'ajoute le poids énorme des subventions - représentant un quart des dépenses et près de 10% du PIB, même si celles relatives à l'énergie doivent être réduites- et le coût élevé du service de la dette. ●

Risque pays, Transition politique mouvementée



Les larges pouvoirs que le président Morsi – élu en juin 2012 et issu du mouvement islamiste-conservateur des Frères musulmans – s'était arrogés, l'approbation controversée d'une Constitution élaborée par une assemblée dominée par les islamistes et l'incapacité du régime à améliorer la vie quotidienne des Égyptiens ont suscité de vastes mouvements de protestation, provoquant en juillet 2013 la destitution par l'armée du président en place. Dans le cadre de la «feuille de route» annoncée par le chef d'état-major al-Sissi, un président par intérim, Adli Mansour, a été nommé en juillet 2013. L'adoption par référendum, à la mi-janvier 2014, d'une nouvelle Constitution a marqué la première étape de la «transition démocratique» promise par l'armée en juillet 2013. En mars 2014 a été mis en place un deuxième gouvernement technique de transition doté des «pleins pouvoirs» jusqu'à la tenue d'élections présidentielle et législatives, normalement en juillet prochain.



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir.pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Nécessaire mutualisation des forces

J eudi dernier, le président tchadien, Idriss Deby Itno a effectué une visite au Cameroun, où il a eu un entretien avec son homologue Paul Biya. Dans la mouvance de la réunion du samedi 17 mai dernier à Paris, les deux hommes d'État ont réitéré leur détermination à faire échec à la secte islamiste Boko Haram, qui sème la terreur depuis quelque temps entre le Tchad, le Cameroun et le Nigéria, mais surtout entre ces deux derniers pays. On se demande alors pourquoi il ne s'est pas agi d'une rencontre tripartite associant le président Goodluck Jonathan du Nigéria. Non seulement ce pays abrite les origines de Boko Haram, mais c'est aussi sur son territoire que cette secte commet la plupart de ses attentats et enlèvements. Certes, rien n'empêche que dans un futur proche, Paul Biya rencontre Goodluck Jonathan ou que celui-ci se retrouve avec Idriss Deby Itno. Mais, il aurait sans doute été plus efficace et sûrement plus économique que les trois, voire les quatre pays (en y associant le président nigérien) se retrouvent tous à la fois pour coordonner les opérations de cette guerre qu'ils ont déclarée à Boko Haram il y a un peu plus d'une semaine. Bien que le Tchad puisse compter sur une solide expérience en termes de conflit armé ou de chasse à des rebelles, et bien que le Cameroun compte avec le BIR (Bataillon d'intervention rapide) des forces spéciales qui ont fait leur preuve, ces deux pays gagneraient à admettre que la guerre contre Boko Haram ne peut se gagner qu'avec l'entraide de tous les pays concernés. ●

L'appel d'offres du terminal polyvalent de Kribi lancé

● La compétition finale entre les cinq derniers concurrents est lancée depuis le 12 mai dernier. La société civile accentue la pression sur le gouvernement pour ne pas choisir une entreprise étrangère.

Attendu depuis le mois de mars dernier, l'appel d'offres international restreint pour l'exploitation du terminal polyvalent du port de Kribi vient d'être émis par le gouvernement camerounais. C'était à la faveur d'un avis paru dans la presse le 12 mai dernier. Cet appel d'offres est restreint, parce qu'il s'adresse uniquement aux cinq entreprises qui avaient été retenues au terme d'un appel à manifestation d'intérêt dont les résultats ont été publiés en mars 2014. Parmi ces cinq entreprises figure Marsa Maroc, aux côtés d'APM Terminals BV (Pays Bas), International Container Terminal Services INC (Philippines), Groupement Necotrans/KPMO (Cameroun) et le groupement Sea Invest/CLGG (France). Cet appel d'offres vise précisément l'établissement «d'un contrat de partenariat pour l'exploitation et la maintenance du terminal polyvalent du port en eaux profondes de Kribi».

Selon cet avis publié par le Comité de pilotage et de suivi de la réalisation du complexe industrialo-portuaire de Kribi (COFIL - CIPK), le processus de sélection du partenaire privé se déroulera en deux étapes. La première sera l'évaluation des dossiers d'appel d'offres par une commission spéciale constituée par le Premier ministre camerounais. Au terme de cette évaluation, trois entreprises au maximum seront retenues pour participer à la deuxième et dernière phase, laquelle consiste en un dialogue de pré-qualification, qui fournira à chaque candidat retenu davantage d'éléments pour consolider son offre finale. «Sur la base des offres finales, indique l'avis d'appel d'offres, la commission spéciale établira le classement permettant (...) de désigner l'adjudicataire provisoire, qui sera appelé à négocier avec le partenaire public les termes du contrat de partenariat.»

La publication de cet avis d'appel d'offres intervient dans un contexte où une organisation de la société ci-



vile, en l'occurrence l'ADISI (Association pour le développement intégré et la solidarité internationale) fait des pieds et des mains pour que l'exploitation et la maintenance de ce terminal ne soit pas concédée à une entreprise étrangère, mais à une société camerounaise. Cette association a d'ailleurs régulièrement publié depuis

Parmi les cinq entreprises soumissionnaires figure Marsa Maroc.

le mois d'avril un plaidoyer dans la presse dans ce sens. Comme le COFIL-CIPK et le gouvernement sont restés sans réaction jusqu'ici, l'association est passée à la vitesse supérieure dès le lendemain de l'amission de l'appel d'offres. Écrivant le 16 mai dernier au président de la République du Cameroun Paul Biya et au président du COFIL-CIPK, Louis Paul Motazé, qui est par ailleurs le secrétaire général des services du Premier ministre, l'association développe son ar-

gumentaire, qui se résume en ce que «le Cameroun dispose de l'expertise avérée avec des entreprises qui exercent au port de Douala depuis une trentaine d'années pour certaines». «Ces entreprises camerounaises ne demandent qu'à bénéficier de la même attention et confiance que ces multinationales, dont l'activité ne profite en rien au Cameroun», invoque l'ADISI, qui dit avoir déjà rallié à cette cause une quarantaine de personnalités, ONG et partis politiques du pays. Joint au téléphone, Paul-Joël Kamtchang, le secrétaire exécutif de l'association indique que celle-ci prévoit d'autres actions au cas où les autorités continueraient à garder le silence face à leurs observations. «Ces actions peuvent aller jusqu'à un recours en annulation de la procédure d'appel d'offres qui vient d'être engagée», précise-t-il. C'est d'ailleurs un cas de figure prévu dans l'avis d'appel d'offres, qui dispose que «le partenaire public se réserve le droit d'interrompre, de modifier ou d'abandonner le processus de sélection, si cela s'avère nécessaire». ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun